

Rénovation énergétique du tribunal de proximité d'ORANGE



MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Maitre d'Ouvrage : Ministère de la justice

Département de l'immobilier - 350 avenue du club hippique - 13100 Aix-en-Provence
Tel: 04.90.42.91.30.70 / 06.77.10.66.82
Mail: christian.vitalis@justice.gouv.fr

Maitre d'Oeuvre : ICOS Architecture

38 rue du pont de Lattes - 34000 Montpellier
Tel: 06.13.62.34.18 / 04.99.63.35.03
Mail: d.rousse@icos-architecture.com - agence@icos-architecture.com

BET Fluides / Thermique / Eco. : IGBAT&Co

2bis chemin neuf - 13570 Barbentane
Tel: 06.46.23.89.74
Mail: contact@igbatetco.fr

Bureau de contrôle : QUALICONSLT agence d'Avignon

940 route de l'Aérodrome - BP 51215 - 84911 Avignon Cedex 9
Tel: 07.62.08.26.74
Mail: ali.awada@qualiconsult.fr

CSPS : BECS agence Provence

1a chemin de la Rollande - Cité de l'artisanat - 84140 Avignon Montfavet
Tel: 06.08.30.38.43
Mail: gilles.negre@becs.fr

DCE



Dossier de Consultation d'Entreprises

Date
10/25
Indice **V1**

Echelle

CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT 00 : DISPOSITIONS COMMUNES

Numéro
document

A TOUS LES LOTS

CCTP.00

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.1	PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX.....	3
1.2	DECOMPOSITION EN LOTS.....	3
1.3	FORME DU MARCHE.....	3
1.4	TERRAIN D'EMPRISE	3
1.5	HYGIENE ET SECURITE	4
1.6	PRISE DE POSSESSION DU TERRAIN ET DES BATIMENTS	4
1.7	CONSTAT D'ETAT DES LIEUX.....	4
1.8	DONNEES GEOGRAPHIQUES ET CLIMATIQUES	4
1.9	CLASSEMENT - SECURITE - INCENDIE.....	4
1.10	ACCESSIBILITE DES HANDICAPES	4
2.	INTERPRETATION DU DESCRIPTIF-COORDINATION-CONTROLES	5
2.1	GENERALITES	5
2.1.1	<i>Renseignements d'ordre administratif ou général</i>	<i>5</i>
2.1.2	<i>Renseignements d'ordre technique relatif à la compréhension du présent C.C.T.P.</i>	<i>5</i>
2.2	MAITRISE D'OEUVRE.....	5
2.3	CONTROLE TECHNIQUE	6
2.4	CSPS.....	6
2.5	FRAIS D'ETUDES.....	6
2.6	QUANTITES	6
2.7	COORDINATION - PILOTAGE.....	6
2.8	CONTROLE INTERNE.....	7
2.9	CONNAISSANCE DU DOSSIER	7
2.10	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	7
2.11	VERIFICATION DE FONCTIONNEMENT.....	8
3.	DOCUMENTS TECHNIQUES.....	8
3.1	DOCUMENTS DE BASE DU MARCHE	8
3.1.1	<i>Documents techniques.....</i>	<i>8</i>
3.1.2	<i>Descriptifs.....</i>	<i>8</i>
3.2	JOINTES AU MARCHE	8
3.2.1	<i>Généralités</i>	<i>8</i>
3.2.2	<i>Visite des lieux</i>	<i>8</i>
3.2.3	<i>Décomposition détaillée du prix global forfaitaire</i>	<i>8</i>
3.2.4	<i>Plannings détaillés</i>	<i>9</i>
3.3	TECHNIQUES ET MARQUES DE REFERENCE.....	9
3.4	DOCUMENTS D'EXECUTION A FOURNIR EN COURS DE MARCHE	10
3.5	DOCUMENTS A FOURNIR A LA FIN DES TRAVAUX (RECOLEMENT)	10
4.	PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	10

4.1	PLANIFICATION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....	11
4.1.1	Plannings des travaux	11
4.1.2	Planification en cours de chantier par l'O.P.C.....	11
4.1.3	Coordination des travaux.....	11
4.2	PLAN D'ORGANISATION DU CHANTIER	12
4.3	REUNIONS DE CHANTIER - REUNIONS INTERENTREPRISES	12
4.4	DOMMAGE AUX TIERS	12
4.5	ECHANTILLONS - MAQUETTES	12
4.6	SCELLEMENTS - RACCORDS	13
4.7	RESERVATIONS - TROUS - PERCEMENTS	13
4.8	PROTECTION DES OUVRAGES	13
4.9	PRECHAUFFAGE DES LOCAUX	13
4.10	NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX	13
4.11	NETTOYAGE FIN DE CHANTIER	14
4.11.1	Nettoyage général.....	14
4.11.2	Nettoyage de finition	14
4.11.3	Epuisement des eaux.....	14
4.12	REMISE EN ETAT DU TERRAIN ET DU BATIMENT EN FIN DE TRAVAUX.....	14
4.13	CIRCULATION - NETTOYAGE DES CHAUSSEES - SIGNALISATION	14
5.	INSTALLATION ET FRAIS DE CHANTIER	15
5.1	GENERALITES	15
5.2	INSTALLATION DE CHANTIER	15
5.2.1	Répartition des dépenses concernant l'installation de chantier	15
5.2.2	Protection périmétrique du chantier et ouvrages annexes.....	15
5.2.3	Salle de réunion - Réfectoire	15
5.2.4	Sanitaire et vestiaires.....	16
5.2.5	Alimentation en eau du chantier	16
5.2.6	Alimentation et installation électrique du chantier.....	16
5.2.7	Panneau publicitaire de chantier	16
5.2.8	Panneau réglementaire de construire.....	16
5.3	IMPLANTATION ET NIVELLEMENT.....	16

1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1 PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX

Les ouvrages décrits dans le présent CCTP concernent **la réhabilitation énergétique du tribunal de proximité de la ville d'ORANGE (84)**.

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

Les travaux du présent marché sont répartis en 1 lot commun et 5 lots définis ci-après.

Lot 00 : Dispositions communes à tous les lots

Lot 01 : Etanchéité

Lot 02 : Menuiseries extérieures bois

Lot 03 : Maçonnerie - Cloisons - Doublages - Faux Plafonds - Menuiseries intérieures bois - Peinture – Signalétique - Nettoyage

Lot 04 : Courants forts - Courants faibles

Lot 05 : CVC - Plomberie

1.3 FORME DU MARCHÉ

Se reporter aux pièces administratives jointes au dossier, le marché est traité en lots séparés.

1.4 TERRAIN D'EMPRISE

Le terrain d'emprise de la mairie est situé rue de Tourre sur la commune d'ORANGE dans le Vaucluse (84), selon plan de masse et de situation (à proximité immédiate du Théâtre Antique) :



Tous travaux sur le bâtiment sont soumis à l'approbation des Architectes des Bâtiments de France.

1.5 HYGIENE ET SECURITE

Se reporter au plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S).

1.6 PRISE DE POSSESSION DU TERRAIN ET DES BATIMENTS

Au démarrage des travaux les entreprises prendront possession du terrain et du bâtiment en l'état, situés sur la parcelle de terrain allouée au projet, avec toutes les servitudes associées.

Les travaux se dérouleront en milieu occupé pour partie.

1.7 CONSTAT D'ETAT DES LIEUX

L'entreprise du lot 03 aura à sa charge l'établissement d'un constat d'état des lieux du bâtiment et terrains adjacents au projet, ainsi que des voies d'accès publiques et privées, en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage (y compris clôtures riveraines, bâtiments mitoyens et espaces verts mitoyens).

Ces bâtiments et ouvrages sont à conserver et à maintenir en l'état pendant toute la durée du chantier.

Ces constats seront établis par un huissier de justice ou un expert judiciaire, avant tout commencement de travaux. Ils seront communiqués au Maître d'Ouvrage, à la Maîtrise d'œuvre et aux entreprises.

1.8 DONNEES GEOGRAPHIQUES ET CLIMATIQUES

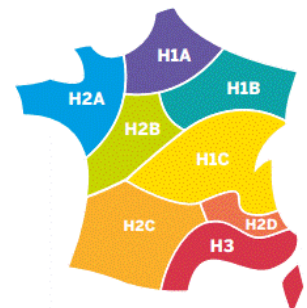
Le terrain, intéressé par les travaux du présent marché, a les caractéristiques suivantes qui seront à retenir pour les calculs à effectuer :

- Altitude : 50.00 m NGF
- Site : Urbain
- Neige : Zone B2 (altitude <100 m)
- Vent : Zone 2
- Région climatique : H2d

Règles parasismiques au sens de l'arrêté du 22 octobre 2010 :

- Bâtiment de catégorie d'importance : II
- Le site de construction est en zone : 3 (modérée)
- Classe de sol : inconnue

S'agissant d'un bâtiment existant, les règles parasismiques ne sont pas applicables (Eurocode 8 et son Annexe Nationale).



ZONE SISMIQUE	CATÉGORIE DE BÂTIMENT			
	I	II	III	IV
Zone 1				
Zone 2				
Zone 3				
Zone 4				
Zone 5				

1.9 CLASSEMENT - SECURITE - INCENDIE

Le bâtiment est classé en établissement recevant du public de **types W et L de 5ème catégorie** suivant déclaration du chef d'établissement.

1.10 ACCESSIBILITE DES HANDICAPES

Les dispositions de l'arrêté du 1^{er} août 2006 et de la circulaire DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007, relative à l'accessibilité des établissements aux personnes handicapées seront à respecter par l'ensemble des entreprises.

Si la description des travaux ne permet pas de traduire toutes les dispositions réglementaires, les entreprises devront réaliser les ouvrages (fabrication, pose...) conformément à la réglementation applicable.

2. INTERPRETATION DU DESCRIPTIF-COORDINATION-CONTROLES

2.1 GENERALITES

Chaque entreprise devra assurer toutes les fournitures et exécuter tous les travaux nécessaires de sa profession ou simplement utiles au complet achèvement des ouvrages, suivant les règles de l'Art dont font partie les D.T.U.

Chaque entrepreneur reconnaît avoir obtenu auprès du Maître d'Œuvre les renseignements nécessaires à la parfaite compréhension du texte du présent devis descriptif et des indications portées aux plans joints.

Aucun supplément de prix ne sera accordé, le marché étant traité à prix global et forfaitaire. De même, aucune réclamation relative à une erreur quantitative dans le montant global forfaitaire ne sera admise par le Maître d'Ouvrage.

Il est précisé ici que les présentes dispositions générales communes à tous les lots prévalent sur les indications du C.C.T.P. des autres lots.

2.1.1 Renseignements d'ordre administratif ou général

Maître d'Ouvrage :

MINISTERE DE LA JUSTICE – DEPARTEMENT IMMOBILIER
350 avenue du club hippique – 13096 AIX-EN-PROVENCE

2.1.2 Renseignements d'ordre technique relatif à la compréhension du présent C.C.T.P.

Maître d'Œuvre :

. Architecte (mandataire) :

ICOS architecture
38 rue du pont de Lattes - 34000 MONTPELLIER

. BET Fluides – Economie :

IGBAT&Co (BET TCE)
2bis chemin neuf - 13570 BARBENTANE

2.2 MAITRISE D'OEUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par le mandataire du groupement de concepteurs.

La maîtrise d'œuvre est chargée d'une mission de base au sens de la loi MOP, comprenant :

- ✓ La conception générale
- ✓ La consultation des entreprises
- ✓ La rédaction des Marchés de travaux
- ✓ Le contrôle général des travaux
- ✓ L'établissement des bons à payer
- ✓ La réception des travaux

La maîtrise d'œuvre est chargée d'une mission complémentaire au sens de la loi MOP, comprenant :

- ✓ La coordination et le pilotage des travaux (OPC)

Les honoraires correspondants sont réglés directement par le Maître d'Ouvrage.

2.3 CONTROLE TECHNIQUE

Dans le cadre de la loi N°78.12 du 4/01/78, le Maître d'Ouvrage fait intervenir un Bureau de Contrôle, pour une mission de contrôle Solidité et Sécurité des Personnes.

Les frais correspondants sont réglés directement par le Maître d'Ouvrage.

. Coordonnées BC :

QUALICONSULT Agence d'Avignon
940 route de l'aérodrome - BP 51215
84911 AVIGNON Cedex 9

2.4 CSPS

Dans le cadre de la législation en vigueur, le Maître d'Ouvrage fait intervenir un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS), les entreprises sont tenues de respecter les prescriptions figurant dans le PGC établi par le CSPS et de suivre les observations de celui-ci pendant l'exécution des travaux. Pendant la période de préparation, chacune des entreprises établira et fournira au CSPS leur PPSPS.

. Coordonnées CSPS :

BECS Agence Provence
1a, chemin de la Rollande - Cité de l'artisanat
84140 AVIGNON MONTFAVET

2.5 FRAIS D'ETUDES

La Maîtrise d'Œuvre est chargée d'une mission de base, au sens de la loi MOP, les plans généraux d'exécution, d'atelier et de préfabrication des ouvrages sont à la charge des entreprises.

2.6 QUANTITES

Par le fait de soumissionner, l'entreprise s'engage à ne pas contester a posteriori les quantités qu'elle aura calculées ou vérifiées.

Elle devra également s'assurer que tous les postes du CCTP ont été chiffrés.

2.7 COORDINATION - PILOTAGE

Le pilotage et la coordination dont le contenu est défini ci-après, sera assuré par la maîtrise d'œuvre. Les frais correspondants sont réglés directement par le Maître d'Ouvrage.

Cette mission de coordination comprend notamment :

Pendant la période de préparation :

- ✓ Mise au point du planning des études, des approvisionnements et des tâches d'exécution du chantier.
- ✓ Mise au point définitive du phasage par tranche, selon notice d'organisation
- ✓ Le suivi de la collecte des réservations auprès des corps d'état
- ✓ Organisation avec la Maîtrise d'Œuvre et les entreprises concernées du circuit de diffusion des documents nécessaires à l'établissement des plans de synthèse desquels seront issus les plans d'exécution coordonnés.
- ✓ Organisation des réunions techniques nécessaires en vue de l'établissement de ces plans de synthèse.

Pendant la période travaux :

- ✓ Le contrôle de l'avancement des tâches.
- ✓ Le recalage hebdomadaire du planning et la définition des moyens et des tâches à mettre en œuvre.
- ✓ La relance systématique auprès des exécutants en cas de retard.
- ✓ L'organisation des travaux de finition avant la réception.

2.8 CONTROLE INTERNE

Outre les contrôles exercés par le maître d'œuvre, le bureau de contrôle, il est rappelé aux entrepreneurs qu'il leur appartient d'exercer un contrôle interne des ouvrages qu'ils réalisent, conformément à la réglementation en vigueur.

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- ✓ Au niveau des fournitures, quel que soit le degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- ✓ Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- ✓ Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres ouvrages.
- ✓ Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U., aux règles de l'art, et aux diverses spécifications propres au chantier.
- ✓ Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les D.T.U. et les règles professionnelles, les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites, ou demandées par le bureau de contrôle, le maître d'ouvrage, etc.

2.9 CONNAISSANCE DU DOSSIER

Le titulaire de chaque lot a connaissance de l'ensemble du C.C.T.P. relatif à l'opération et des incidences particulières entre chaque lot.

2.10 CONNAISSANCE DES LIEUX

Chaque entreprise, par le fait de sa soumission, a pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales, ainsi qu'une connaissance complète des sujétions consécutives à l'exécution des travaux envisagés.

Elle est réputée avoir pris connaissance auprès des services techniques du tracé réel des réseaux divers existants en infrastructure.

Elle est réputée avoir pris connaissance également auprès des services concernés de la présence de réseaux divers ainsi que d'ouvrages existants sur les lieux du terrain dans la zone affectée aux travaux.

Chaque entreprise est réputée connaître toutes les conditions et difficultés de travail et ne pourra se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une indemnité quelconque.

2.11 VERIFICATION DE FONCTIONNEMENT

Afin de prévenir les aléas techniques de fonctionnement découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum avant réception, les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC en accord avec les assureurs dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Ce dernier adressera au Maître d'ouvrage avant réception des travaux un rapport explicitant les avis portant sur les P.V. mentionnés ci-dessus. L'ensemble de ces interventions étant à la charge des entreprises, toutes modifications éventuelles et nécessaires pour mise en conformité incluses.

3. DOCUMENTS TECHNIQUES

3.1 DOCUMENTS DE BASE DU MARCHE

3.1.1 Documents techniques

Les travaux et la mise au point des détails d'exécution seront conduits en respectant les prescriptions techniques, règles de calculs et documents techniques en vigueur au moment de la remise des offres.

3.1.2 Descriptifs

Celui-ci est constitué par le présent C.C.T.P. "Dispositions Communes à tous les Lots" et le C.C.T.P. particulier pour chacun des lots, complété par :

- ✓ Le planning enveloppe
- ✓ La Notice d'Hygiène et de Sécurité (P.G.C.S.P.S.) réalisée par BECS
- ✓ Les rapports de contrôle technique réalisé par QUALICONSLT
- ✓ Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux du 10/06/2025 réalisé par VERITAS
- ✓ Le rapport de repérage du plomb avant réalisation de travaux du 16/05/2025 réalisé par VERITAS
- ✓ Le rapport d'état du bâtiment relatif à la présence de termites du 16/05/2025 réalisé par VERITAS
- ✓ Le bilan de toiture et le rapport de visite du 18/05/2023 réalisés par l'entreprise ATTILA

3.2 JOINTES AU MARCHE

3.2.1 Généralités

Les entreprises doivent fournir les pièces énumérées au C.C.A.P., complétées par les documents ci-après.

3.2.2 Visite des lieux

La visite des lieux est obligatoire. Voir Règlement de Consultation pour spécificité.

3.2.3 Décomposition détaillée du prix global forfaitaire

La décomposition détaillée jointe au dossier Marché (non contractuelle) sera fournie dans les conditions prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et comprendra notamment les sous détails ci-dessous.

Pour le lot 03, le dossier Marché fera apparaître les sous détails de prix relatifs aux :

- ✓ Décomposition du prix global et forfaitaire suivant DPGF joint,
- ✓ Installation de chantier comprenant les dépenses d'investissement, les frais de constat d'état des lieux et les frais de gestion du compte prorata,

- ✓ Frais d'essais et de contrôle.

3.2.4 Plannings détaillés

A - Ordonnancement - Planification

Le coordonnateur provoque et dirige les réunions d'études avec les entreprises dans le but d'établir l'ordonnancement des travaux.

Cet ordonnancement portera :

- ✓ D'une part sur la définition définitive des phases de travaux, avec mise au point des rotations et transferts nécessaires de matériel d'exploitation, personnel, définition des circuits chantier et des circuits exploitation, établissement des consignes de sécurité mise au point des dessertes provisoires et/ou définitives des réseaux fluides (Eau, Electricité, Téléphone, Chauffage, Ventilation, Assainissement EU et EP), en fonction des besoins spécifiques à chaque phase et à chaque tâche.
- ✓ D'autre part, à l'intérieur de chaque phase, sur les études d'exécution, les commandes importantes de matériels ou matériaux, délai d'approvisionnement, de fabrication, de préfabrication, de mise en œuvre, les essais, la réception des travaux, la levée des réserves éventuelles et toutes autres phases nécessaires pour le bon déroulement des travaux tels que les contraintes extérieures concernant les prises de décisions importantes (modifications, choix des matériaux, branchements avec les compagnies concessionnaires, VRD, etc...).

Cet ordonnancement comprendra la mise en évidence de toutes les contraintes à prendre en compte dans les prévisions d'enclenchement des travaux.

Il sera établi par toutes méthodes estimées utiles par le coordonnateur et adaptées aux exigences du chantier.

Le résultat de cet ordonnancement par phase est l'établissement de plannings de chantier en nombre suffisant et dont la liste, non exhaustive, est la suivante : planning enveloppe, planning réseaux, planning structure, planning TCE, planning par phase, et par zone fonctionnelle, planning études, d'approvisionnement, de locaux techniques, d'essais, de réception, de levées de réserves, de choix ou de décisions, d'installation ou de repliement des installations de chantier.

B - Documents à fournir

Pour cela, les entreprises auront à fournir au coordonnateur, dès le début de la période de préparation, et au plus tard sous quatre semaines, toutes les données de base telles que :

- ✓ La définition et la liste des étapes et tâches élémentaires
- ✓ La durée de chacune de ces tâches ou activités y compris celles des phases d'études, de commandes de matériel et matériaux, d'approvisionnement et de fabrication en usine ou préfabrication
- ✓ La prévision des effectifs de main d'œuvre
- ✓ Tous documents nécessaires tant à l'établissement de l'ordonnancement que du pilotage, de la coordination et de la synthèse des études.

3.3 TECHNIQUES ET MARQUES DE REFERENCE

Les descriptions des matériels, équipements et prestations dans les différents C.C.T.P. ont été établies à partir de techniques et de produits de certaines marques particulières.

Les prestations ainsi décrites correspondent à un minimum de performance acceptable par le Maître d'Ouvrage. Les entreprises restent libres de proposer dans leur offre les techniques et produits de leur choix pour parvenir à une garantie et des performances au moins équivalentes.

3.4 DOCUMENTS D'EXECUTION A FOURNIR EN COURS DE MARCHE

Au moins 15 jours avant la date d'exécution de l'opération élémentaire concernée (date portée sur le calendrier d'exécution), l'Entrepreneur fournira à l'OPC, en nombre suffisant pour la diffusion aux intéressés, les plans d'atelier, de calepinage et de détails qui s'y rapportent.

Ne pourront recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents ayant été acceptés par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle, qui se réservent un délai maximum de quinze jours pour retourner les plans soumis à leur acceptation.

La vérification et la mise au point, par le Maître d'Œuvre, des documents présentés par l'Entrepreneur, laisseront entière la responsabilité de ce dernier. La vérification et l'acceptation de principe des documents ont pour seul but de s'assurer qu'ils ne sont pas contraires à l'esprit du C.C.T.P.

3.5 DOCUMENTS A FOURNIR A LA FIN DES TRAVAUX (RECOLEMENT)

A la fin des travaux, et avant la réception de ceux-ci, dans les conditions fixées au CCAP, l'Entrepreneur titulaire de chaque lot fournira les documents ci-après :

- ✓ Le DOE nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage est constitué à partir des plans conformes à l'exécution remis par les entrepreneurs, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement, des prescriptions de maintenances des fournitures d'équipement mis en œuvre.
- ✓ Le format des plans sera AUTOCAD (fichier des plans au format DWG) + PDF, le format texte WORD + PDF et le format des tableaux EXCEL + PDF. Les plans seront présentés sur système Autocad, en sous couche, avec des couleurs et graphismes différents par entités, corps d'état ou type (archi, fluides, sécurité, etc....), qui seront donnés par le MO.
- ✓ En sus du dossier sur papier (4 exemplaires), l'ensemble des éléments composants ce DOE devra être mis sur CD, en numériques et alphanumérique.

Le dossier DOE sera structuré de manière à faciliter la recherche des documents qu'il contient, avec un bordereau récapitulant toutes les pièces du dossier.

Ces documents seront adressés, pour vérification, au Maître d'Œuvre avant envoi par celui-ci au Maître d'Ouvrage.

La non-fourniture des documents entraînera la non-prononciation de la réception.

NOTA : Dans le cas de non-respect des délais imposés par la maîtrise d'œuvre, le Maître d'Ouvrage fera effectuer par un cabinet de son choix, les plans constituant le dossier de récolement. Les frais correspondants seront à la charge des entreprises concernées.

En outre les plans de récolement devront préciser (liste non exhaustive se reporter aux CCTP par corps d'état) :

- ✓ Les surcharges admissibles des planchers
- ✓ Les précautions à prendre pour les scellements et percements,
- ✓ La puissance maximale pouvant être demandée à chaque point de livraison,
- ✓ Le type de ventilation des locaux, les débits, le nombre maximal d'occupants possible.

4. PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

4.1 PLANIFICATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

4.1.1 *Plannings des travaux*

Les plannings pour chaque phase seront établis par l'OPC en collaboration avec les entreprises, dans le cadre du délai contractuel.

Ces plannings seront proposés aux Entrepreneurs, qui devront formuler leurs observations éventuelles avant signature des documents correspondants qui deviendront alors contractuels.

4.1.2 *Planification en cours de chantier par l'O.P.C.*

Cette action sera continue depuis le démarrage de chaque phase du chantier jusqu'à la livraison de l'opération.

Elle comprendra la production et le pointage hebdomadaire des documents de contrôle de l'avancement des études, des commandes et approvisionnements et des travaux, le pointage des effectifs.

Le coordonnateur dirigera les réunions plannings, établira les comptes rendus nécessaires.

Il opérera les recalages partiels de plannings avec le concours des entreprises concernées, dans le cas de retards minimes, et les recalages d'ensemble des plannings en cas de retard importants.

Ces mises au point feront l'objet de diffusion de nouveaux documents ou de remises à jour en nombre et en fréquence appropriés aux besoins.

Il tiendra le décompte des retards, en analysera leur incidence et en déterminera la responsabilité. Il effectuera une analyse critique de l'état d'avancement des travaux, proposera les solutions et dispositions nécessaires en cas de retards, en vue du maintien des dates de livraison. Il proposera au Maître d'Ouvrage l'application de pénalités de retard.

4.1.3 *Coordination des travaux*

C'est l'exploitation de la planification dans le but principal de faire respecter les engagements pris concernant les délais de réalisation et de livraison, tout en assurant un déroulement harmonieux des interventions.

Le coordonnateur s'assure que :

- ✓ Les délais d'installation de chantier et d'exécution des travaux sont respectés.
- ✓ Les engagements et accords ayant une incidence sur l'exécution des travaux ont été pris en temps utile par les entreprises.
- ✓ Les matériaux et matériels ont été approvisionnés à la cadence nécessaire.
- ✓ Les engins de chantier les effectifs journaliers de personnels de toutes les entreprises sont en nombre suffisant.
- ✓ Les échantillonnages nécessaires ont bien été déposés en temps voulu, répertoriés en permanence sur une liste avec les documents techniques et de sécurité nécessaire, et qu'ils ont été approuvés en temps voulu.
- ✓ Les décisions et accords du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre sont donnés en temps utile pour respecter le calendrier d'exécution.

Il recueille et met au point les limites de prestations entre chaque entreprise, notamment en ce qui concerne les réservations, les percements, les scellements et les rebouchages.

Il participe aux réceptions des supports entre la fin d'une intervention d'un lot et le début d'un autre (supports d'étanchéité, réservations ouvertures, sols, génie civil, locaux techniques...).

Il provoque aussi souvent que cela est nécessaire entre les entreprises et les organismes concernés, des réunions d'étude consacrées à l'examen des questions posées et en saisit la Maîtrise d'Œuvre pour décision.

Il centralise et diffuse tous les documents propres à la bonne marche du chantier.

Il relance les exécutants autant de fois que nécessaire.

Il contrôle la tenue du registre des clefs. Celles-ci seront confiées aux entreprises sous leur responsabilité pour effectuer les dernières finitions, nettoyage et levées de réserves.

Il tiendra à jour la liste des ordres de service, des plans, des demandes de devis de travaux en plus-value ou en moins-value, et des devis acceptés. Il relancera les entreprises et la Maîtrise d'Œuvre pour que la diffusion de ces documents soit faite dans les délais compatibles avec le bon déroulement de l'opération.

4.2 PLAN D'ORGANISATION DU CHANTIER

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'Ordre de Service leur prescrivant de commencer les travaux, les entrepreneurs devront soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre, du Maître d'Ouvrage et de l'OPC un plan d'organisation de chantier, ou confirmer celui existant, pour chaque phase de travaux.

Cette organisation concerne aussi bien les extérieurs que les intérieurs, et notamment les plans de circulation intérieur et extérieur.

L'approbation de ces plans par le Maître d'Œuvre n'atténue en rien la responsabilité des Entrepreneurs.

4.3 REUNIONS DE CHANTIER - REUNIONS INTERENTREPRISES

L'Entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier et /ou de coordination provoqués par le Maître d'Œuvre et /ou l'OPC d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner, sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

Le coordonnateur animera une réunion, au minimum, hebdomadaire interentreprises destinée à examiner en détail les différents problèmes de coordination.

L'entrepreneur est tenu d'assister aux réunions provoquées par le coordonnateur de sécurité.

4.4 DOMMAGE AUX TIERS

Il est entendu que pendant toute la durée d'exécution des Marchés et jusqu'à l'achèvement complet de leurs travaux, les Entrepreneurs seront seuls responsables vis à vis des tiers y compris, les visiteurs et le personnel du Maître d'Ouvrage, de tous les dommages et toutes les conséquences préjudiciables de quelle que nature que ce soit, résultant de tous travaux effectués pour remplir les conditions du Marché ; ceci, en ce qui concerne la responsabilité de chaque lot.

Si le Maître d'Ouvrage venait à être recherché directement par des tiers, à quelque titre que ce soit et sous quelle que forme que ce soit, les Entrepreneurs supporteraient seuls définitivement et sans recours vis à vis du Maître d'Ouvrage toute indemnités qui seraient reconnues au profit des tiers.

4.5 ECHANTILLONS - MAQUETTES

Afin de permettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre de s'assurer d'une part, de la parfaite compréhension des plans, pièces écrites et documentations, et d'autre part, de la qualité des ouvrages, l'Entrepreneur sera tenu de présenter tous échantillons de toutes natures et tous prototypes jugés nécessaires sans limitation numérique ou dimensionnelle.

Ces échantillons seront présentés dans les délais prescrits, dans leur forme d'utilisation et ce dans le cadre des délais d'approvisionnement en rapport avec ceux du planning contractuel des travaux.

Le Maître d'Œuvre est seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Aucune commande de matériel ne peut être passée par l'Entrepreneur sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par l'accord écrit du Maître d'Œuvre (dans le procès-verbal du rendez-vous de chantier ou par ordre écrit).

4.6 SCELLEMENTS - RACCORDS

Les scellements sont à la charge des lots intéressés. Ils seront exécutés exclusivement au ciment et de telle façon que la cavité ménagée à cet effet soit entièrement garnie à refus. Les raccords de parements au droit des scellements précités sont également à la charge des lots intéressés avec le même degré de finition que celui prévu en partie courante.

4.7 RESERVATIONS - TROUS - PERCEMENTS

Les entreprises des divers corps d'état exécutent à leurs frais et conformément aux Règles de l'Art, les tranchées, percements, trous de scellement et raccords divers nécessaires à leurs propres travaux.

Pour les dimensions supérieures à 20 cm, les réservations sont à fournir au GO par les différents corps d'état suivant date fixée par le GO et validée par la MOE (PV réunion de synthèse). Les réservations non utilisées seront rebouchées par le GO au frais de l'entreprise qui a demandé la réservation.

De même toutes les réservations ultérieures seront réalisées par le GO au frais de l'entreprise qui la demande.

Les réservations de dimensions inférieures à 20 cm seront réalisées par carottage par l'entreprise concernée.

Le rebouchage exécuté devra accuser, une fois terminé, un retrait minimum de 2 cm par rapport au nu fini sur chaque face. Les raccords complémentaires sont à la charge du lot ayant réalisé la réservation, avec utilisation de matériaux appropriés aux finitions requises.

Les réservations sur les parois verticales seront rebouchées au mortier ou au plâtre pour rétablir le degré CF de la paroi en périphérie des pénétrations.

Les réservations portées sur les plans Béton Armé seront vérifiées par le corps d'état et resteront sous leur entière responsabilité.

4.8 PROTECTION DES OUVRAGES

Les Entrepreneurs de tous corps d'état assureront pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, la protection efficace de tous les travaux ou matériels exécutés ou posés par leur soin.

Cette protection porte principalement contre les altérations et parements (notamment pour les parties chromées ou aluminium qui seront recouvertes sur toutes leurs faces d'un enduit ou d'une pellicule de protection jusqu'à la réception), le maintien en bon état de fonctionnement, la protection des arêtes et de tout ouvrage ou matériel fragile.

Les entrepreneurs seront responsables et auront donc à leur charge et à leurs frais tous travaux de remise en état qui s'avèreraient nécessaires à la suite des dépréciations provenant d'une absence ou d'une insuffisance des mesures de protection.

4.9 PRECHAUFFAGE DES LOCAUX

Suivant les nécessités du chantier et pour l'exécution de certains travaux en conformité avec les règles de l'art, les exigences du planning, et conformément au D.T.U., pour certains essais, l'entrepreneur du **lot 05** sera tenu de réaliser le préchauffage des bâtiments, en utilisant au maximum les installations déjà opérationnelles (Plomberie, Génie Climatique, Electricité). Les frais correspondants seront répartis au compte prorata sans limitation de montant.

4.10 NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX

Les bâtiments et abords seront nettoyés et balayés au moins une fois par semaine par l'Entrepreneur du **lot 03** et les dépenses correspondantes réparties de la façon suivante :

- ✓ Jusqu'à la mise hors d'eau : à la charge exclusive des **lots 03**

- ✓ Au-delà de la mise hors d'eau : à la charge de tous les lots et ce, au prorata du montant de chaque lot.

Cependant, pour les lots qui n'auront pas évacué leurs gravois sur les lieux de stockage en préliminaire à ce nettoyage, ceux-ci se verront imputer directement les dépenses correspondantes sur visa de l'O.P.C.

Les voiries et espaces verts seront nettoyés par le **lot 03** chaque fois que nécessaire, à la demande du Maître d'Œuvre.

En cas de manquement, le **lot 03**, sur demande de la maîtrise d'ouvrage effectuera autant que nécessaire, un nettoyage complet du chantier, aux frais des entreprises concernées.

4.11 NETTOYAGE FIN DE CHANTIER

4.11.1 Nettoyage général

En fin de chantier, le nettoyage général sera exécuté par l'Entrepreneur du **lot 03** et les dépenses correspondantes réparties comme suit : Bâtiments et extérieurs : au prorata du montant de chaque lot.

Dans la répartition des frais ne sont pas comprises l'évacuation et la remise en ordre des lieux de fabrication, préfabrication ou plus généralement les installations spécifiques de Gros Œuvre.

4.11.2 Nettoyage de finition

Après le nettoyage général, il sera prévu un nettoyage de finition dont la description et le coût sont prévus au **lot 03**.

4.11.3 Epuisement des eaux

Le prix des épaissements des eaux est compté dans le prix des ouvrages et ne pourra faire l'objet d'aucun supplément.

Les entrepreneurs ne pourront élever aucune réclamation, ni ne prétendre à aucune indemnité en raison de la gêne ou de l'interruption de travail, de perte de matériaux ou de tous dommages qui pourraient résulter des arrivées d'eaux consécutives aux phénomènes atmosphériques ou hydrogéologiques.

4.12 REMISE EN ETAT DU TERRAIN ET DU BATIMENT EN FIN DE TRAVAUX

En fin de travaux l'Entrepreneur titulaire du **lot 03** aura à sa charge pour toutes les zones de terrain et de bâtiment ayant été utilisées pour les installations de chantier, station de bétonnage, aires et locaux de stockage, accès intérieurs, etc... La remise en état pour restituer le terrain dans son état d'origine, y compris l'enlèvement de tous les gravats : blocs, empierrements, stockages divers, etc....ainsi que la restitution des ouvrages ayant été neutralisés ou détériorés pendant la durée des travaux. Cette prestation comprendra également l'ensemble des massifs et fondations utilisés pour une éventuelle grue.

Un état des lieux sera établi contradictoirement entre l'entrepreneur titulaire du compte prorata, le Maître d'Œuvre, le représentant du Maître d'Ouvrage, ceci avant l'ouverture du chantier.

4.13 CIRCULATION - NETTOYAGE DES CHAUSSEES - SIGNALISATION

Les entrepreneurs prendront toutes mesures utiles pour assurer le maintien convenable de la circulation générale, sur les voies publiques et privées utilisées pour les besoins du chantier.

Ils mettront en place tous panneaux de signalisation indiquant les sorties d'engins.
Ils supporteront l'entretien et le nettoyage des voies d'accès au chantier, consécutifs aux salissures que pourra occasionner la circulation des véhicules et engins de chantier, en cas de dégradation des voies publiques, les entreprises supporteront les frais de remise en état de celles-ci.

5. INSTALLATION ET FRAIS DE CHANTIER

5.1 GENERALITES

Les entreprises sont invitées à se reporter aux prescriptions du CCAP et du PGC relatives aux installations de chantier et à leur entretien. Les dispositions prévues au CCAP, prévalent sur les dispositions du présent document en cas de contradiction.

5.2 INSTALLATION DE CHANTIER

5.2.1 *Répartition des dépenses concernant l'installation de chantier*

La répartition des dépenses de chantier se compose selon le CCAP et description non exhaustive ci-dessous :

- ✓ Mise en place de barrières, hauteur 2 m, avec portail à 2 vantaux condamnables : **Lot 03**
- ✓ Mise en place de benne de chantier DIB : **Lot 03**
- ✓ Mise en place de la signalétique réglementaire de chantier : **Lot 03**
- ✓ Aménagement d'un réfectoire, salle de réunion/bureau, de sanitaires et de vestiaires pour 8-10 personnes dans un local existant : **lot 03**
- ✓ Mise en place des coffrets électriques de chantiers et éclairage par zone (3 bâtiments distincts en RDC et R+2) : **Lot 04**
- ✓ Fourniture et mise en place d'un panneau de chantier, suivant plan fourni ultérieurement, aux caractéristiques définies ci-après : **Lot 03**
- ✓ Remise en l'état et réfection à l'identique de la zone de base vie de chantier : **Lot 03**
- ✓ Mise en place de tous ouvrages de protection (obturation des trémies, garde-corps provisoires sur façades et en terrasse, etc.... : **chaque lot au droit de ses ouvrages**
- ✓ Caniveaux, drains et canalisations provisoires et définitives pour l'évacuation des eaux pendant la durée du chantier, y compris épuisement par pompage continu si nécessaire : **chaque lot au droit de ses ouvrages**
- ✓ Entretien des accès du chantier, des voiries intérieures provisoires et des voiries d'accès : **Lot 03**

5.2.2 *Protection périmétrique du chantier et ouvrages annexes*

Sans objet.

5.2.3 *Salle de réunion - Réfectoire*

Installation d'un bungalow dans la courette nord servant de parking, il servira de salle de réunion - réfectoire, il sera aménagé de façon à accueillir aisément entre 5-8 personnes avec mise à disposition de mobilier composé d'une grande table de travail et de chaises.

Les parois recevront en permanence l'affichage des plans de façades et de niveaux « Architecte » et / ou repérages, aux bons soins du **lot 03**.

Ce local sera équipé d'armoires fermant à clef pour le stockage des dossiers, ainsi que la mise à disposition d'une dizaine de casques de chantier.

Les frais correspondants sont à la charge du **lot 03**.

5.2.4 Sanitaire et vestiaires

Mise à disposition par le maître d'ouvrage de sanitaire (sanitaires publics existants dans la cour intérieure), le nettoyage hebdomadaire sera réalisé par le **lot 03**.

Ces locaux seront maintenus pendant toute la durée du chantier. Une attention particulière sera apportée du fait que ces sanitaires seront également utilisés par le public.

Le bungalow servant de salle de réunion – réfectoire sera équipé d'un micro-ondes pour les repas et casiers pouvant servir de vestiaires aux ouvriers.

5.2.5 Alimentation en eau du chantier

Sans objet, existant.

5.2.6 Alimentation et installation électrique du chantier

Sans objet, existant.

5.2.7 Panneau publicitaire de chantier

Frais correspondants à la charge exclusive du **lot 03**. A prévoir, dès notification du marché.

Le **lot 03** assurera la fourniture, la pose et la dépose d'un panneau d'information générale, portant :

- ✓ Le numéro du permis de construire ou déclaration préalable,
- ✓ L'adresse de la Mairie où le dossier peut être consulté,
- ✓ Indications des Maîtres d'Ouvrage, du Maître d'œuvre (architecte mandataire), du conducteur d'opération, des Bureaux d'Etudes, du Bureau de Contrôle, du SPS
- ✓ Indications des entreprises et des sous-traitants intervenant sur le chantier, aux caractéristiques suivantes : Bandes de contreplaqué à raison de 1 par lot. Hauteur 0,20 m - Largeur 1,00 m - Numéro de chaque lot - Désignation du lot - Raison sociale de l'Entreprise - Ville - Numéro de téléphone.
- ✓ Caractéristiques : Les dimensions de ce panneau sont : 1,0 x 2,0 mètres environ

L'entreprise du **lot 03** aura à sa charge l'entretien de ce panneau, ainsi que ses démontages et remontages successifs en fonction de l'avancement du chantier et des indications du Maître d'Ouvrage.

Les panneaux devront suivre la chartre graphique incluant une photo ou une perspective couleur fournie par l'architecte.

5.2.8 Panneau réglementaire de construire

A la charge du **lot 03**, le maintien de l'affichage du PC.

5.3 IMPLANTATION ET NIVELLEMENT

Sans objet

LU et APPROUVE

L'ENTREPRISE

(tampon + signature)